

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 13, 7 18, 8 12, 9 45, 11 46, m., 12 23 1 58, 3 39, 5 18, 6 18, 7 28, 8 28, 9 28, 10 28, 11 28, m., 1 20, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, 8 23, 10 26, 11 28. Lille à Roubaix, 5 16, 6 55, 8 23, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 6 55, 8 08, 10 13, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 05, 7 10, 8 05, 9 40, 11 33, 12 15, 1 50, 3 31, 5 05, 6 47, 7 30, 8 18, 9 28, 11 00. Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05. DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 27, 7 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 00 soir

« La France monarchiquement constituée sera pour nous un danger bien plus grand que celui que le contact des institutions républicaines pourrait faire surgir. Le spectacle que ces institutions nous présentent, est plutôt fait pour servir d'épouvantail. » (Dépêche de M. Balan, sous secrétaire d'Etat auprès de M. de Bismark, à M. d'Arnim, du 23 novembre 1872.)

» Nos besoins exigent que la France nous laisse en paix, et que nous l'empêchions, au cas où elle ne voudrait pas respecter la paix conclue, de trouver des alliés, nous n'aurons rien à craindre d'elle. Tant que les monarchies marchent d'accord, la république ne pourra rien leur faire. » (M. de Bismark au comte d'Arnim, 20 décembre 1872.)

» Parmi tous les partis, l'empire bonapartiste est probablement celui dont on peut le plus espérer des relations supportables entre l'Allemagne et la France... Nous n'avons aucune raison de contribuer à rendre la situation des bonapartistes difficile; or, nous arriverions à ce résultat en nous prononçant pour ce parti. » (M. de Bismark au comte d'Arnim, 12 mars 1872.)

» Les bonapartistes sont les seuls qui recherchent ouvertement notre appui. » (Le comte d'Arnim au prince de Bismark, 6 mai 1872.)

ROUBAIX, 16 DÉCEMBRE 1874.

BULLETIN DU JOUR

La séance d'hier, de l'Assemblée, a été, comme les précédentes, à peu près dépourvue d'intérêt. On a rejeté la proposition de M. Mazeras tendant à modifier la législation sur les enfants nés hors mariage.

Le procès d'Arnim est presque terminé, nous dirons même qu'il l'est à notre point de vue, car peu nous importe que l'ancien ambassadeur soit ou non condamné. Des débats et des documents lus à l'audience, le ressort de deux enseignements qu'il importe de dégager. M. de Bismark, dont l'intelligence supérieure ne peut être mise en doute, craint l'établissement de la monarchie en France, tandis qu'il s'applaudit du maintien de la République et qu'il accueillerait volontiers le retour de l'Empire; il en résulte que les vrais patriotes doivent avoir des désirs absolument contraires à ceux du chancelier prussien et souhaiter, fut-ce contre leurs propres préférences, le triomphe du parti monarchiste. Le second enseignement que nous devons retirer du procès d'Arnim, c'est que la prudence la plus absolue doit régner dans notre langage, dans nos écrits, dans nos actes et dicter nos rapports avec l'étranger, car la Prusse est toujours là qui nous guette, surveillant avec inquiétude l'œuvre de notre réorganisation et prêts à saisir le premier prétexte qui se présentera pour consommer notre ruine.

Certains journaux prétendent que les catholiques se contredisent en demandant la liberté de l'enseignement supérieur et en s'opposant à la liberté des cultes.

Le reproche n'est pas fondé. D'abord, en demandant la liberté d'enseignement, ils ne demandent pas une liberté illimitée, sans garantie, sans surveillance de l'autorité, et c'est parce qu'ils voient cette liberté à peu près illimitée accordée à la propagation et à l'enseignement des plus funestes doctrines, qu'ils revendiquent vivement le droit qu'a l'Eglise, — qui est la société des catholiques en union avec le Pape, — d'enseigner sa doctrine et d'enseigner les sciences en accord avec sa doctrine.

Ensuite, en repoussant la liberté illimitée des cultes, les catholiques ne demandent pas qu'on retire aux cultes reconnus la liberté dont ils jouissent actuellement; ils signalent les dangers que présenterait l'extension de cette liberté dans les circonstances actuelles, et, d'ailleurs, ils soutiennent en principe cette doctrine que la liberté des cultes faux ne peut être un bien en soi, mais seulement un mal tolérable. Qui oserait soutenir qu'il est bon de mettre l'erreur sur le même pied que la vérité, le mal sur le même pied que le bien ?

Où est le mal ? où est le bien ? où est le faux ? où est le vrai ? Ceci est une autre question, et c'est précisément parce que, dans certaines sociétés, la réponse à ces questions n'est pas la même, que la tolérance devient nécessaire; mais est-ce donc un bien que les esprits soient divisés sur les questions les plus fondamentales ?

On lit dans le Constitutionnel :

« Une nouvelle grave nous arrive, par Berlin, de Constantinople :

« Un traité secret viendrait d'être ratifié au nom de S. M. le sultan avec S. E. le général Kérédine, premier ministre de la Tunisie.

« Le ministre s'engagerait à rendre cette province à la Turquie, et la Porte ottomane s'engagerait à reconnaître S. E. le général Kérédine et sa descendance directe pour pachas de la Tunisie.

« Une retraite honorable serait assurée, en Orient, au bey de Tunis actuel, à son frère et à son ancien ministre le kanadar.

« La correspondance allemande qui nous transmet cette nouvelle n'est pas gracieuse pour le bey actuel, car elle ajoute :

« Quiconque connaît l'amour de S. E. le général Kérédine pour sa religion et pour son pays ne s'étonnera pas de l'avoir vu prendre un parti qui déshonore à la fois le pays d'un souverain abruti par tous les vices et d'un protectorat étranger (celui de la France). »

Nous lisons dans le Bulletin français, journal officiel du soir :

« Divers journaux ont annoncé que de grandes manœuvres militaires, pendant lesquelles on réunirait plusieurs bans de l'armée territoriale, auraient lieu au printemps prochain, sous le commandement personnel du maréchal président de la République.

« Ces nouvelles sont dénuées de tout fondement. »

LETTRES DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, mardi 15 décembre.

La séance d'hier a duré trente-cinq minutes. Le sage a dit que l'homme doit tourner sept fois sa langue avant de parler; nos honorables veulent tenir deux fois plus de séances sans débats, avant de se lancer dans les grandes discussions; même la réclamation de M. Franclieu, relative à la mise à l'ordre du jour de la loi sur la presse, n'a pu provoquer le moindre incident. Le ministre de la justice étant absent, le général Chabaud Latour a répondu que le projet de loi serait déposé, au premier jour. La presse attendra aussi jusqu'après les élections.

En revanche il y a eu réunion des divers groupes dans leurs locaux respectifs: le centre droit s'est même constitué en comité secret, ce qui veut dire que les membres présents doivent ne pas communiquer la délibération aux journalistes.

Les détails de ces séances des sous-parlements sont peu intéressants. C'est là surtout que parlent des hommes d'une valeur réelle, mais qui n'ont pas affronté les dangers de la tribune en séance publique; et l'on serait surpris de l'influence personnelle qu'exercent par leur caractère et leurs connaissances pratiques certains députés à peu près inconnus dans l'ensemble des délibérations cela a une importance réelle, car c'est là que les partis règlent d'avance la conduite qu'ils doivent tenir à l'égard du tel ou tel projet. C'est là surtout que ce préparent les alliances.

Or, il est certain que les groupes de la droite en sont arrivés à reconnaître la nécessité de leur alliance, et que dès à présent on peut considérer comme indéfiniment ajournées les lois constitutionnelles.

Les révélations que nous apporte le procès d'Arnim aura particulièrement aidé à cette cohésion de la majorité. La publication de tous les documents diplomatiques, si contrairement aux usages, est vivement commentée; et l'on se demande quel est le motif secret qui a pu déterminer M. de Bismark à livrer au grand jour de la publicité les mystères de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Ce qu'on sait ouvre le chemin de suppositions à propos de ce qui reste caché.

Le bruit a couru que la princesse Hohenlohe avait adressé à notre gouvernement des observations au sujet d'un discours prononcé par M. de Cissey devant la commission de l'Armée. Il est à peine besoin de démentir pareille nouvelle: d'abord il serait oiseux de supposer que des membres de la commission aient pu aller faire des confidences à l'ambassadeur allemand; puis on sait que le ministre de la guerre est assez sûr de sa parole pour n'avoir point, de propos délibéré, voulu provoquer un incident diplomatique. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le gouvernement sait que l'Allemagne a les yeux braqués sur nous, qu'elle suit avec une attention minutieuse tout ce qui se dit et tout ce qui se fait en France concernant notre organisation militaire; aussi tient-il à ce que la loi sur les cadres de l'armée, la caducité de l'armée, comme a dit un plaisant, ne donne lieu à aucun conflit parlementaire. A plus forte raison saura-t-il éviter tout ce qui pourrait provoquer la moindre observation de la part de l'Allemagne.

L'ordre du jour pour aujourd'hui indique l'examen du maintien de l'état de siège en

Algérie, mais il n'est pas certain que la question soit discutée cette après-midi. Le général Chanzy, qui devait partir pour Alger hier ou avant-hier, est resté à Paris afin de donner au besoin au gouvernement l'appui de son autorité et de sa compétence pour tout ce qui concerne notre colonie.

M. Mathieu Bodet ne déposera, dit-on, son exposé financier qu'après la rentrée, afin de s'appuyer sur les derniers états des douanes de l'année pour fixer les chiffres définitifs du budget. C'est ainsi, du reste, que faisaient les ministres des finances sous l'Empire.

On raconte qu'une discussion très vive a eu lieu avant-hier soir chez M. Thiers, entre républicains modérés et républicains avancés, entre représentants des deux nuances du centre gauche. Quelques-uns, en effet, voudraient répondre à l'appel que le maréchal a adressé aux hommes modérés de tous les partis. C'est ce qu'on ne peut admettre à l'hôtel Bagration, où le sujet à l'ordre de toutes les soirées est la revanche de M. Thiers sur la majorité du 24 mai. Il parait que le maître de la maison a pris ouvertement parti pour les intransigeants du centre gauche.

On assure qu'hier soir M. Thiers s'exprimait avec vivacité sur l'inconvenance de la publication des documents diplomatiques allemands.

D'un autre côté, les révélations concernant la presse attirent l'attention sur certains collaborateurs parisiens des feuilles allemandes. Il y a ici des fidèles de M. de Bismark, archi-prussiens qui prennent soin de se dire Autrichiens, qui chaque jour insultent la France, son gouvernement et l'Assemblée dans les journaux d'Outre-Rhin; ils frisent avec tous les partis, ils savent se glisser partout pour renseigner leurs patrons. Ce ne serait rien et nous ne nous plaindriions pas, s'ils n'érigaient la calomnie en système. Malheureusement il paraît qu'il n'y a pas que des Prussiens qui fassent ce métier. Le *Gaulois* demandait, il y a deux jours, quel fût fait une enquête à ce sujet. L'idée est excellente; mais elle aura le sort de toutes les bonnes idées: personne ne voudra prendre l'initiative de l'application.

On est si bon enfant en France que nous continuons de laisser vivre en paix au milieu de nous ces insulteurs exotiques ou non.

C'est le mercredi 13 janvier qu'aura lieu le premier bal de l'Elysée. Le vicomte d'Harcourt a déjà reçu d'innombrables demandes; il en est même venu des départements. On assure qu'il ne sera fait aucune réponse aux demandes qui ne doivent pas être accueillies.

Il paraît que M. Sardon n'a pas vu avec plaisir l'introduction des Teïganas introduit dans un acte de l'*Onclé Sam* que joue le Vaudeville. Voilà une susceptibilité singulière, puisque les musiciens hongrois ont figuré dans des soirées aristocratiques où personne ne les trouvait déplacés.

Nous avons, du reste, en ce moment à Paris une joie exhibition de curiosités exotiques. Sans parler des bêtes féroces qui font le terreur et la joie des petites dames, voilà revenu l'orchestre des dames viennoises qui se fait entendre chaque soir aux concerts de la rue Taubout. Il y a toujours là un nombreux public qui vient autant pour voir que pour entendre. Cette Compagnie avait songé l'année dernière à organiser une grande tournée en province; mais le peu d'impression manifesté par les municipalités de quelques villes importantes l'y avait fait renoncer.

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 15 décembre 1874.

Pendant que nos représentants, à Versailles, donnent du sommeil de la *Belle au bois dormant*, le procès du comte d'Arnim continue à être la principale préoccupation du monde politique. Les dépêches publiées produisent dans la diplomatie la plus vive impression. Les Russes surtout se montrent très irrités du langage tenu, à l'égard de leur gouvernement, par M. de Bismark.

Il y a, dit-on, d'autres dépêches qui n'ont pas encore été traduites pour nos journaux et qui sont d'une nature encore plus blessante pour la Russie.

En ce qui concerne la France, les jugements exprimés par M. de Bismark et le comte d'Arnim produisent un résultat très favorable, car ils fortifient le parti monarchique, en l'indifférentiant complètement avec les intérêts nationaux, tandis que ces mêmes jugements sont la condamnation écrasante des républicains et radicaux qui se trouvent être les alliés de la politique des ennemis de la France.

M. Thiers est furieux de ce procès d'Arnim et ne pardonne pas à M. de Bismark et à l'ex-ambassadeur la liberté de leur langage sur son compte. Eu effet, comme ce jugement porté sur M. Thiers est vrai: « Un homme qui croit à son infailibilité sur les choses qu'il ne sait pas. »

Dans la diplomatie, on se montre stupéfait de l'imprudence commise par M. de Bismark, en s'exposant à une pareille publicité qui le compromet si gravement à l'égard de tous les gouvernements. J'ai entendu des diplomates dire que si le comte d'Arnim, comme il n'est pas douteux, est condamné, c'est M. de Bismark qui, politiquement, aura perdu le procès, et l'on regarde sa position comme devant être, avant peu de temps, bien ébranlée. Cette opinion est la même en Allemagne, d'après les lettres qui arrivent de ce pays.

Il n'y a aucun fait nouveau à signaler en Espagne. Si Loma n'est pas mort, comme l'assurent les dépêches républicaines, la situation militaire de son armée n'est pas meilleure, car Serrano et ses généraux sont hors d'état de reprendre avant un certain temps l'offensive contre le général républicain Charles VII n'ayant aucune inquiétude sur ses lignes d'Audoain, s'est rendu à Vergara pour surveiller les mouvements de Serrano.

P. S. — Les membres de la droite modérée, contre droit et du centre gauche étant en majorité dans la commission des Trente, il est très probable que, demain, la demande de mise à l'ordre du jour des lois constitutionnelles sera adoptée.

Les républicains sont en majorité dans la commission élue aujourd'hui pour l'emprunt de la ville de Paris.

DE SAINT-CHÉRON.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 15 décembre 1874.

Président: M. BUFFET.

La séance est ouverte à 2 h. 30.

La lecture du procès-verbal ne donne lieu à aucun incident.

Un projet de loi ouvrant un crédit de 16 millions au ministère de l'agriculture et du commerce sur l'exercice 1874 est adopté sans discussion.

L'Assemblée valide l'élection de MM. Médecin, Chris, Maillet, Le Provost-Delannay et Madier de Montjau.

M. Jozon combat la proposition de M. Mazeras, tendant à modifier les art. 331 et

Feuilleton du Journal de Roubaix du 17 DÉCEMBRE 1874.

L'ESCLAVE

PAR G. DE LA LANDELLE.

III. COUP DE COMMERCE. — (SUITE).

— Oh! le beau coquillage! s'était écrié Zurban.

— Où donc, capitaine?

— Au ras des brisants, là.

— Je ne vois rien.

— Rapproche-toi et recueille-le! nacre superbe!

L'enfant courut.

— Un peu plus loin, à gauche, la mer va le couvrir! Déchasse-toi, Victor!

— Présent, seigneur Cornibolo! disait Tornazo en sautant.

— Avez-vous l'or?

— Oui, seigneur; mais...

— Une objection, ici...

— Je demande pourquoi ces souliers?

— L'enfant se croit libre; je vous ai bien dit qu'il faudrait user de la ruse au même de la force. Allons, payez!... Ensuite il ira de lui-même à bord.

Zurban eut tout le temps de compter la somme d'or avant que le pilotin, désappointé, revint en courant sur la plage, les souliers à la main.

— Rien, pas la moindre coquille nacrée.

— Je l'ai pourtant très-bien vue, mais

la mer aura monté trop vite... Ne te recharge pas!

— Pourquoi donc, capitaine?

— Parce que nous allons avec ces braves gens lever les filets à la mode du pays. Embarque-toi le premier; je te suis.

Victor, enchanté, s'élança dans la barque. Tornazo y sauta après lui, le heurte, et, comme par maladresse, le fait tomber dans le fond, où un autre isteno lui met aussitôt la main sur la bouche.

La barque pousse au large; sa voile est déployée; Tornazo gouverne sur la Grande-Canarie, où il abordera le lendemain matin, avant le lever du soleil.

Et Zurban, après un détour dans la campagne, rentre en ville, où il aura l'impudence d'aller faire sa dernière visite de cérémonie à son commanditaire Quisto y Barreton, représentant régulier, désormais, de don José Berzilla, reparti pour Cadix avec tout ce qui lui était dû.

Quisto y Barreton fut glacé. Zurban n'en dit pas moins tout ce qu'il avait à dire; et certain, grâce à son affreux coup de commerce, d'être en mesure de partir avec une cargaison suffisante, il revint à son bord d'un pied léger.

Alors, à deux lieues en large, Tornazo et ses rameurs se mettaient en devoir de dépeupler Victor Dival.

IV. — ENLÈVEMENT ET LIVRAISON.

Sans avoir pu jeter le cri au secours, Victor avait été bâillonné, garrotté et amarré sous les bancs de la barque. Il éprouva un horrible sentiment de crainte

et tout d'abord ne soupçonna point son capitaine d'être le complice de ses ravisseurs.

Au fond de l'âme, il adressait une fervente prière à Dieu et à la sainte patronne de sa mère; puis, retenant son haleine, il écoutait.

Autour de lui, on parlait une langue qu'il n'entendait pas. Du côté de la terre, pas un bruit. Comment son capitaine ne jetait-il point l'alarme? La brise était fraîche; les voiles remède gonflées emportaient rapidement la chaloupe; sous ses flancs clapotait la mer.

Où le menait-on? que lui voulaient ces gens? allait-on le tuer? pourquoi ce guet-apens?

Son bâillon et ses sanglots faillirent l'étouffer; Tornazo par bonheur s'en aperçut.

— Chien de maladroît! s'écria-t-il en détachant le bâillon: il s'étrangle! Tu faisais de belle besogne!

Victor devint l'objet d'attentions invraisemblables. Tornazo, tout en grondant avec volubilité, desserrait ses liens pour qu'ils ne pussent le blesser et plaçait sous sa tête un paquet de chiffons.

L'objet est de valeur, corps diable! disait-il en patois espagnol; il n'y faut ni écorchures, ni meurtrissures.

— En partant nous étions pressés!

— Suffit! interrompit Tornazo, qui se mit à fouiller le prisonnier, s'empara du couteau, du mouchoir et des deux écus aux rires de ses compagnons, et mit bientôt la main sur la monnaie

Ses gens poussèrent un cri de joie, Victor un cri de désespoir.

— C'est ma mère qui me l'a donnée, disait-il en se débattant.

— Ah ça! va-t-il s'abîmer lui-même! fit Tornazo; tenons-le immobile. De la douceur! il faut livrer la marchandise en bon état.

Le moins vigoureux des istenos était à la barre du gouvernail; les autres n'eurent pas grand-peine à maintenir au repos le malheureux pilotin, tout en l'entourant de corps mous, voiles, filets, paquets d'étoüpes.

Cependant le patron, adoucissant sa voix et d'un geste presque caressant, s'efforçait de lui faire comprendre qu'on ne lui voulait aucun mal.

— *Tranquilo!*... la! la!... *Tranquilo!* disait-il.

Cet espagnol était aisément intelligible.

— *No inquieto!* *immovil!* *Calmate, mozo!* — Ne sois pas inquiet, reste immobile! — Calme toi, moussel! — *Dulcemente!* doucement!

Les compagnons de Tornazo lâchaient peu à peu et lâchèrent tout à fait, lorsque, s'étant emparé du calepin, il leur dit:

— Quant aux vêtements, attendons la nuit: l'enfant pourrait attraper un coup de soleil.

Touchante sollicitude commerciale! un esclave de luxe, avant livraison, demanda les plus grands ménagements. L'un des Canariens alla sur l'avant préparer le souper. Dans l'espace de

l'arrière qu'on appelle la *chambre*, Tornazo, aidé par son frère, dressa une sorte de couchette, très-bien arrangée, sur laquelle on finit par étendre Victor. On le gardait à vue; il était dégarrotté. Seulement, à sa ceinture était amarrée une longue corde qui ne gênait aucun de ses mouvements et n'avait d'autre objet que de l'empêcher de se précipiter à la mer.

Précautions parfaites! L'esclave est naturellement sournois; rien que pour jouer un mauvais tour à ses maîtres, il peut se noyer. On connaît tout une race de *negres-foin* qui s'étouffent malicieusement avec leurs propres langues et rendent ainsi détestables les meilleures opérations de traite.

— Nos trouvaillés donnent à penser disait Tornazo à son frère. Il n'est pas commun qu'un esclave porte des souliers, ait une montre, deux piastres et un mouchoir de toile fine.

— Esclave de luxe!

— Objets volés!

— Ruses de Cornibolo!

— Sans doute! mais ce livre, ajoutait Tornazo en montrant le calepin. Est-ce que ce garçon saurait lire?

— Impossible!

— Par moments, je me figure que ce coquin de Cornibolo nous a vendu un enfant libre.

Le second fils de la Tornazasa, digne nourrisson de la posada Melchior, éclata d'un rire sauvage.

— S'il était libre ce matin, il est esclave ce soir.